

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE  
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA  
DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

II parte della 53<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 dicembre 2007)

Raccomandazione n. 815 (1)

Le possibilità di cooperazione con la Cina  
nel campo dei materiali della difesa

*Annunziata il 29 aprile 2008.*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que depuis la publication de la Communication de la Commission européenne intitulée « Vers un partenariat mature UE-Chine », les relations entre les deux acteurs se sont transformées en partenariat stratégique;

(ii) Constatant que l'UE a ultérieurement précisé le contenu de ce partenariat en ciblant plusieurs domaines d'action tels que le commerce, l'énergie,

l'environnement, la sécurité et la gouvernance mondiale;

(iii) Soulignant que la coopération entre l'Europe et la Chine ne cesse de se développer, mais qu'il reste beaucoup à faire et que les deux parties ont beaucoup à y gagner;

(iv) Rappelant que les aspirations de la Chine à devenir une puissance mondiale forment le socle de sa politique étrangère et que compte tenu de sa superficie et de son taux de croissance, elle a déjà un impact majeur sur les affaires politiques et économiques du monde;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 5 décembre 2007, au cours de sa 9<sup>ème</sup> séance plénière.

(v) Se félicitant des efforts remarquables déployés par la Chine et couronnés par des résultats impressionnants dans les pourparlers à six sur le démantèlement du programme nucléaire de la Corée du Nord;

(vi) Considérant à cet égard que la Chine est en mesure de prendre des initiatives capitales dans des domaines qui concernent la communauté internationale et d'obtenir des succès importants prouvant son attachement au principe d'une montée en puissance pacifique;

(vii) Constatant par ailleurs que les soldats et les marins chinois organisent et effectuent des exercices interarmées avec d'autres pays tels que la Russie et l'Inde, et que la Chine a proposé de prendre des initiatives de sécurité communes consistant, par exemple, à assurer la sécurité maritime du détroit de Malacca;

(viii) Rappelant les déclarations de M. Solana signalant, entre autres, que la Chine et l'UE attachent un grand prix à la stabilité et à l'ordre sur le plan international, qu'elles soutiennent fermement le multilatéralisme et le droit international et qu'elles se consultent davantage sur leurs politiques et programmes régionaux dans le cadre de leur partenariat stratégique;

(ix) Considérant néanmoins que l'Europe reste préoccupée par la situation des droits de l'homme en Chine et que cette question est depuis longtemps à l'ordre du jour des discussions entre celle-ci et l'UE et que l'Europe demeure fermement décidée à promouvoir les droits de l'homme en Chine de façon active, durable et constructive;

(x) Soulignant, d'autre part, le développement spectaculaire des échanges entre l'UE et la Chine qui, depuis 1978, ont été multipliés par plus de soixante, pour atteindre environ 254 milliards d'euros en 2006, faisant ainsi de la Chine notre deuxième partenaire commercial, devant les Etats-Unis, en tant que principale source d'importation;

(xi) Rappelant que, contrairement à d'autres secteurs, la coopération entre l'UE et la Chine dans le secteur de la défense se réduit au minimum, les ventes d'armes étant frappées d'embargo depuis les événements de la place Tienanmen en 1989;

(xii) Signalant que le Conseil européen suggérait, dans sa déclaration sur la Chine faite la même année, l'interruption de la coopération militaire et l'embargo sur le commerce des armes avec la Chine de la part des Etats membres;

(xiii) Considérant nonobstant que de nombreux dirigeants politiques européens considèrent cet embargo comme dépassé du fait que la Chine a fait des progrès considérables dans tous les domaines, y compris celui des droits de l'homme;

(xiv) Constatant que la levée de cette mesure serait néanmoins une procédure complexe car elle n'affecterait pas seulement les relations bilatérales entre l'Europe et la Chine mais aussi les intérêts d'autres acteurs;

(xv) Notant qu'en 1998 le Conseil de l'Union européenne a élaboré un Code de conduite en matière d'exportation d'armements selon lequel les Etats s'engagent à empêcher l'utilisation d'armes européennes à des fins de répression interne ou d'agression internationale et à s'abstenir de toute vente susceptible de contribuer à l'instabilité régionale;

(xvi) Rappelant que l'UE n'a jamais décidé de rendre le Code de conduite juridiquement contraignant et qu'il est donc ouvert à l'interprétation des gouvernements, ce qui signifie que Bruxelles ne peut empêcher une vente de se faire si un Etat membre décide que les critères ne s'appliquent pas aux systèmes qu'il propose de vendre à la Chine;

(xvii) Soulignant que pour l'heure, la Birmanie, le Zimbabwe et le Soudan sont aussi sous embargo;

(xviii) Constatant que le libre accès de la Chine à l'arsenal européen lui per-

mettrait d'accélérer la modernisation et de son armée et de son industrie de défense;

(xix) Considérant que la progression rapide des dépenses militaires de la Chine et la modernisation accélérée de son armée – les chiffres du ministère de la défense chinois étant de surcroît probablement très en-de à de la réalité – suscitent une réelle inquiétude des Etats-Unis face à une possible levée de l'embargo;

(xx) Soulignant par ailleurs que la Chinese Investment Corporation, de création récente, dispose d'un budget de 200 milliards de dollars à dépenser et que l'Europe est probablement la zone la plus attractive pour les appétits technologiques chinois (y compris les secteurs informatique, aérospatial et de défense);

(xxi) Considérant que certains gouvernements, déjà préoccupés à l'idée que des marchés puissent être conclus pour acquérir un avantage politique, ont commencé à réfléchir à des mesures constitutionnelles qui pourraient constituer un bouclier protecteur pour les industries stratégiques;

(xxii) Rappelant que les Etats-Unis ont contesté à plusieurs reprises et dans différents forums une éventuelle levée de l'embargo de la part de l'UE et que notamment le Sénat américain a adopté en 2005 une résolution en demandant à l'administration Bush de faire savoir aux dirigeants européens qu'une telle possibilité risquerait d'avoir des conséquences négatives pour la coopération transatlantique en matière de défense, y compris vers les pays européens;

(xxiii) Constatant également que les Etats-Unis ont aussi fait pression sur l'UE pour qu'elle renforce son Code de conduite sur les exportations d'armements et que sur le plan politique, la levée de l'embargo pourrait compromettre gravement les relations transatlantiques et créer des tensions non seulement entre l'UE et les Etats-Unis, mais évidemment au sein même de l'OTAN;

(xxiv) Considérant que pendant les cinq dernières années, la Russie a été le deuxième exportateur mondial d'armes conventionnelles majeures et que 45% des exportations russes ont été destinées à la Chine, ce qui peut expliquer le peu d'intérêt de la Russie pour une éventuelle levée européenne de l'embargo;

(xxv) Constatant par ailleurs que plusieurs universités chinoises, choisies en raison de leur influence potentielle sur la politique spatiale chinoise, bénéficient du financement européen pour des projets de recherche et développement dans des domaines tels que la production d'énergie en tant qu'alternative à la propulsion nucléaire pour l'exploration de l'espace lointain, le stockage de l'énergie et la robotique autonome;

(xxvi) Se félicitant de la coopération exemplaire entre Eurocopter et Aviation Industries of China II pour la production de l'hélicoptère EC 175;

(xxvii) Considérant que le Conseil d'Etat chinois a approuvé un projet de réforme de son industrie de défense et que les législateurs chinois élaborent une nouvelle politique industrielle selon laquelle les entreprises nationales et étrangères seraient autorisées, sous condition, à investir dans les entreprises chinoises qui fabriquent des produits civils et de défense, l'objectif recherché étant de faire de ces industries les principaux acteurs du marché;

(xxviii) Considérant que la Chine se tourne vers les industries européennes qui peuvent lui offrir des technologies clés, des systèmes de pointe et une gestion de type occidental pour l'aider à construire ses propres systèmes, mais aussi à intégrer la culture des entreprises occidentales à la sienne,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER  
LES PAYS MEMBRES DE L'UEO, EN-  
TANT QUE MEMBRES DE L'UE**

1. A lancer un débat sur les modalités éventuelles d'une levée de l'embargo sur

les équipements de défense à destination de la Chine en y associant la Commission européenne, le Comité politique et de sécurité (COPS), l'Agence européenne de défense et l'industrie européenne de défense et à tenir compte, entre autres, des facteurs suivants:

– la possibilité que l'embargo puisse être remplacé par un Code de conduite révisé de l'UE en matière d'exportation d'armements, qui soit juridiquement contraignant;

– la nécessité que la Chine adhère aux régimes internationaux de non-prolifération tels que le MTCR (Régime de contrôle de la technologie des missiles), les Accords de Wassenaar et le Groupe d'Australie;

– la nécessité d'encourager davantage la coopération dans le domaine de la

recherche et du développement et sur des projets concernant des technologies ayant des applications potentielles, ainsi que la coopération scientifique à des fins communes;

– le fait que la levée éventuelle de l'embargo et une ouverture du marché européen de la défense pourraient aussi affecter négativement des secteurs industriels vulnérables à la concurrence et dont l'Europe a impérativement besoin, comme celui des lanceurs;

2. A demander aux autorités chinoises, dans le cadre du dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme et à l'occasion des Jeux olympiques de Beijing et de l'Exposition universelle de Shanghai, de faire preuve de leur ferme volonté de progresser dans ce domaine.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 815 <sup>(1)</sup>Le possibilità di cooperazione con la Cina  
nel campo dei materiali della difesa

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che, dalla pubblicazione della Comunicazione della Commissione europea dal titolo « Un partenariato sempre più maturo – sfide e interessi comuni nell'ambito delle relazioni UE-Cina », le relazioni fra i due interlocutori si sono trasformate in partenariato strategico;

(ii) Constatando che l'UE ha successivamente precisato il contenuto di questo partenariato dando un carattere più mirato a diversi settori d'azione quali il commercio, l'energia, l'ambiente, la sicurezza e la *governance* mondiale;

(iii) Sottolineando che la cooperazione fra l'Europa e la Cina è in continua evoluzione, ma che resta molto da fare e che le due parti in questo hanno molto da guadagnare;

(iv) Ricordando che le aspirazioni della Cina a diventare una potenza mondiale formano lo zoccolo della sua politica estera e che, tenuto conto della sua superficie e del suo tasso di crescita, essa ha già un grosso impatto sugli affari politici ed economici globali;

(v) Rallegrandosi per il notevole impegno profuso dalla Cina, coronato da

sorprendenti risultati nelle trattative a sei sullo smantellamento del programma nucleare della Corea del Nord;

(vi) Ritenendo al riguardo che la Cina sia in grado di prendere iniziative fondamentali in settori che interessano la comunità internazionale e di ottenere importanti successi che dimostrano che essa tiene al principio di una pacifica crescita della propria potenza;

(vii) Constatando peraltro che i soldati e marinai cinesi organizzano ed effettuano esercitazioni interforze con altri paesi quali la Russia e l'India, e che la Cina ha proposto di prendere iniziative di sicurezza comune consistenti, per esempio, nel garantire la sicurezza marittima dello stretto di Malacca;

(viii) Richiamando le dichiarazioni di Javier Solana che segnalava, fra l'altro, che la Cina e l'UE annettono grande valore alla stabilità e all'ordine a livello internazionale, che esse sostengono fermamente il multilateralismo ed il diritto internazionale e che si consultano sempre più sulle rispettive politiche e programmi regionali nell'ambito del loro partenariato strategico;

(ix) Considerando tuttavia che l'Europa continua ad essere preoccupata dalla situazione dei diritti umani in Cina, questione da molto tempo all'ordine del giorno delle discussioni fra quest'ultima e l'UE, e

(1) Adottata dall'Assemblea nel corso della nona seduta, il 5 dicembre 2007.

che l'Europa resta fermamente decisa a promuovere i diritti umani in Cina in modo attivo, duraturo e costruttivo;

(x) Sottolineando, d'altra parte, lo sviluppo spettacolare degli scambi fra l'UE e la Cina che, dal 1978, sono cresciuti di oltre sessanta volte, fino a raggiungere 254 miliardi circa di euro nel 2006, facendo così della Cina il nostro secondo *partner* commerciale, e collocandola dinanzi agli Stati Uniti quale principale fonte d'importazione;

(xi) Ricordando chela cooperazione fra l'UE e la Cina nel settore della difesa, contrariamente ad altri settori, è ridotta al minimo, in quanto sulle vendite di armi è stato posto l'*embargo* in seguito agli avvenimenti di piazza Tienanmen nel 1989;

(xii) Segnalando che il Consiglio europeo suggeriva, nella sua dichiarazione sulla Cina, resa nello stesso anno, l'interruzione della cooperazione militare e l'*embargo* sul commercio delle armi con la Cina da parte degli Stati membri;

(xiii) Considerando, ciò nonostante, che numerosi dirigenti politici europei ritengono tale *embargo* superato per il fatto che la Cina ha compiuto notevoli progressi in tutti i campi, compreso quello dei diritti umani;

(xiv) Constatando che la revoca di tale misura sarebbe tuttavia una procedura complessa perché andrebbe a interessare non solo le relazioni bilaterali fra Europa e Cina ma anche gli interessi di altri soggetti;

(xv) Notando che nel 1998 il Consiglio dell'Unione europea ha elaborato un Codice di condotta in materia di esportazione di armamenti secondo cui gli Stati si impegnano ad impedire l'utilizzazione di armi europee a fini di repressione interna o di aggressione internazionale e ad astenersi da qualsiasi vendita che possa contribuire all'instabilità regionale;

(xvi) Ricordando che l'UE non ha mai deciso di rendere il Codice di condotta giuridicamente vincolante e che esso è

quindi aperto all'interpretazione dei governi, il che significa che Bruxelles non può impedire che avvenga una vendita se uno Stato membro decide che i criteri non si applicano ai sistemi che propone di vendere alla Cina;

(xvii) Sottolineando che per il momento la Birmania, lo Zimbabwe ed il Sudan sono anch'essi sotto *embargo*;

(xviii) Constatando che il libero accesso della Cina all'arsenale europeo permetterà ad essa di accelerare la modernizzazione delle sue forze armate e della sua industria della difesa;

(xix) Considerando che la rapida progressione delle spese militari della Cina e l'accelerato ammodernamento del suo esercito — le cifre del Ministero della Difesa cinese sono poi probabilmente inferiori alla realtà — suscitano una reale preoccupazione degli Stati Uniti in merito alla possibile revoca dell'*embargo*;

(xx) Sottolineando peraltro che la *Chinese Investment Corporation*, di recente creazione, dispone di un bilancio di 200 miliardi di dollari da spendere e che l'Europa è probabilmente l'area più attrattiva per gli appetiti tecnologici cinesi (compreso il settore informatico, aerospaziale e della difesa);

(xxi) Considerando che taluni governi, già preoccupati all'idea che possano essere stipulati dei contratti per acquisire un vantaggio politico, hanno cominciato a riflettere su misure costituzionali che potrebbero costituire uno scudo protettivo per le industrie strategiche;

(xxii) Ricordando che gli Stati Uniti hanno contestato più volte ed in diversi consessi un'eventuale revoca dell'*embargo* da parte dell'UE e che in particolare il Senato americano ha adottato nel 2005 una risoluzione chiedendo all'Amministrazione Bush di far sapere ai dirigenti europei che una possibilità del genere rischierebbe di avere conseguenze negative per la cooperazione transatlantica in materia di difesa, anche verso i paesi europei;

(xxiii) Constatando inoltre che gli Stati Uniti hanno anche fatto pressioni sull'UE perché rafforzi il suo Codice di condotta sulle esportazioni di armamenti e che sotto il profilo politico la revoca dell'*embargo* potrebbe compromettere gravemente le relazioni transatlantiche e creare tensioni non solo fra l'UE e gli Stati Uniti, ma evidentemente nell'ambito stesso della NATO;

(xxiv) Considerando che negli ultimi cinque anni la Russia è stata il secondo esportatore mondiale delle principali armi convenzionali e che il 45% delle esportazioni russe sono state destinate alla Cina, il che può spiegare lo scarso interesse della Russia per un'eventuale revoca europea dell'*embargo*;

(xxv) Constatando peraltro che diverse università cinesi, scelte per via della loro potenziale influenza sulla politica spaziale cinese, si avvalgono del finanziamento europeo per progetti di ricerca e sviluppo in settori quali la produzione di energia come alternativa alla propulsione nucleare per l'esplorazione dello spazio profondo, l'immagazzinamento dell'energia e la robotica autonoma;

(xxvi) Rallegrandosi per la cooperazione esemplare fra *Eurocopter* e *Aviation Industries of China II* per la produzione dell'elicottero EC 175;

(xxvii) Considerando che il Consiglio di Stato cinese ha approvato un progetto di riforma della propria industria della difesa e che i legislatori cinesi stanno elaborando una nuova politica industriale secondo la quale le imprese nazionali e straniere sarebbero autorizzate, a determinate condizioni, ad investire nelle imprese cinesi che fabbricano prodotti civili e della difesa, l'obiettivo perseguito essendo quello di fare di tali industrie i principali attori del mercato;

(xxviii) Considerando che la Cina guarda alle industrie europee che possono offrirle tecnologie fondamentali, sistemi di

punta ed una gestione di tipo occidentale per aiutarla a costruire i propri sistemi, ma anche ad integrare la cultura delle aziende occidentali alla sua;

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI MEMBRI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UE, A

1. Avviare un dibattito sulle eventuali modalità di una revoca dell'*embargo* sui materiali della difesa destinati alla Cina associando ad esso la Commissione europea, il Comitato politico e di sicurezza (COPS), l'Agenzia europea della difesa e l'industria europea della difesa e a tenere conto, in particolare, dei seguenti fattori:

– la possibilità che l'*embargo* possa essere sostituito da un Codice di condotta riveduto dell'UE in materia di esportazione di armamenti, che sia giuridicamente vincolante;

– la necessità che la Cina aderisca ai regimi internazionali di non proliferazione quali il MTCR (Regime di controllo della tecnologia missilistica), gli Accordi di Wassenaar e il Gruppo dell'Australia;

– la necessità di incoraggiare ulteriormente la cooperazione nel campo della ricerca e sviluppo e su progetti relativi a tecnologie che abbiano potenziali applicazioni, nonché la cooperazione scientifica a fini comuni;

– il fatto che l'eventuale revoca dell'*embargo* ed un'apertura del mercato europeo della difesa potrebbero anche influenzare negativamente settori industriali vulnerabili alla concorrenza e di cui l'Europa ha assolutamente bisogno, come quello dei vettori;

2. Chiedere alle autorità cinesi, nell'ambito del dialogo UE-Cina sui diritti umani e in occasione delle Olimpiadi di Pechino e dell'Esposizione universale di Shanghai, di dar prova della loro ferma volontà di fare passi avanti in questo campo.